



**PRÉFÈTE
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des
Populations
Service Protection, Santé Animales et Environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 26-2025-143 EN DATE DU 29 SEPTEMBRE 2025 AUTORISANT
L'EARL PEYRARD À AUGMENTER LA CAPACITÉ DE SON ÉLEVAGE DE VOLAILLES DE
CHAIR, SITUÉ SUR LA COMMUNE DE LA BAUME CORNILLANE**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU la directive européenne n°2010/75/EU du 24 novembre 2010 relative aux émissions polluantes de l'industrie et de l'élevage, révisée par la directive européenne n°2024/1785 du 24 avril 2024 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L.5112 du code de l'environnement ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant Madame Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n°26-2024-03-14-00003 du 14 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU les arrêtés du 19 décembre 2011, du 23 octobre 2013 et du 11 octobre 2016, du 27 avril 2017 et du 26 décembre 2018 modifié relatifs au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté n°02018-248 du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté régional n°21-325 du 23 juillet 2021 portant désignation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté régional n°21-329 du 23 juillet 2021 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté préfectoral n°26-2029-07-05-003 du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambrosie dans le département de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1966 du 22 mai 2000 autorisant Monsieur Mickaël PEYRARD, après enquête publique, à créer et exploiter un élevage de volailles quartier La Maladière à La Baume Cornillane pour une capacité de 34 500 poulets soit 34 500 animaux équivalents volailles dans un bâtiment d'une surface de 1533 m² ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° 13/06 du 20 mars 2006 délivré à l'EARL LA MALADIERE, représenté par Monsieur Mickaël PEYRARD, quartier La Maladière à La Baume Cornillane relatif à sa prise en charge du bâtiment d'élevage de volailles d'une capacité maximale de 34 500 animaux-équivalents précédemment exploité par Monsieur Mickaël PEYRARD situé parcelle SB 83, quartier La Maladière à La Baume Cornillane ;

VU le récépissé de déclaration de changement de dénomination n°49/11 du 12 avril 2011 délivré à l'EARL PEYRARD précédemment exploité par l'EARL LA MALADIERE ;

VU la déclaration de l'EARL PEYRARD en date du 23 novembre 2016 ayant fait l'objet d'une preuve de dépôt n°2016/4278 et relative à la reprise de l'élevage de Madame Françoise PEYRARD, quartier La Maladière à La Baume Cornillane ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017069-0005 du 9 mars 2017 autorisant l'EARL PEYRARD à poursuivre l'exploitation de volailles à La Baume Cornillane et mettant à jour les prescriptions applicables ;

VU la demande du 27 janvier 2025, présentée par le pétitionnaire, dans le but d'obtenir l'autorisation d'étendre son élevage, situé à La Baume Cornillane ;

VU les avis des services consultés en application de l'article D.181-17-1 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale n° 2025-ARA-AP-1973 du 27 mai 2025 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale susmentionné, déposé par le porteur de projet le 13 juin 2025, en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 7 mars 2025 ;

VU la décision n° E250000029/38 du 14 février 2025 de Monsieur le président du tribunal administratif de Grenoble, portant désignation du commissaire-enquêteur Monsieur Bernard BRUN et du commissaire enquêteur suppléant Monsieur Jean-Luc VERNIER ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2025 prescrivant l'ouverture d'une consultation du public par voie électronique avec 2 réunions publiques concernant le projet d'extension d'un élevage de volailles

présenté par l'EARL PEYRARD comportant une autorisation environnementale unique au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et une demande de permis de construire ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique réalisé dans ces communes ;

VU le registre d'enquête papier et électronique de l'enquête publique qui s'est tenue du lundi 7 avril 2025 au lundi 7 juillet 2025 et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur transmis le 28 juillet 2025 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de La Baume Cornillane ;

VU le rapport de fin de procédure de l'inspection des installations classée pour la protection de l'environnement du 2 septembre 2025 ;

VU l'avis du 25 septembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours duquel le porteur de projet a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 17 septembre 2025 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par l'exploitant relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT le dossier déposé à l'appui de sa demande du 27 janvier 2025 et le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale déposé par le porteur de projet du 13 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation ainsi que les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 - Portée de l'autorisation

L'EARL PEYRARD, dont le siège social est situé 215, impasse de La Maladière sur le territoire de la commune de la Baume Cornillane, est autorisée à étendre son activité d'élevage de volailles de chair dans le respect des prescriptions du présent arrêté, notamment son annexe, et selon les dispositions mentionnées dans le dossier fourni à l'appui de sa demande.

Il met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles (MTD), issues des conclusions du document BREF (Best available techniques REFERENCE documents), telles qu'elles figurent dans le dossier fourni à l'appui de sa demande et selon les modalités précisées, le cas échéant, dans le présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

Article 2 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 3 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 6 - Délai et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble par courrier (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Drôme de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 7 – Affichage - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1°) une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de LA-BAUME-CORNILLANE et peut y être consultée ;

2°) Un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de LA-BAUME-CORNILLANE pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de LA-BAUME-CORNILLANE fera connaître par procès verbal, adressé à la Préfecture de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

3° Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur départemental de la protection des populations de la Drôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de LA-BAUME-CORNILLANE et au pétitionnaire.

Fait à Valence, le **29 SEP. 2025**
La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Table des matières

ANNEXE.....	2
TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	2
ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE.....	2
ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION DES INSTALLATIONS.....	2
ARTICLE 1.1.3 - PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	3
ARTICLE 1.4 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	4
ARTICLE 1.4.1 - DÉCLARATION DE CESSATION D'ACTIVITÉ ET MISE EN SÉCURITÉ INITIALE.....	4
ARTICLE 1.4.2 - RÉHABILITATION DES TERRAINS LIBÉRÉS.....	4
ARTICLE 1.4.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS.....	4
ARTICLE 1.5 - RÈGLES D'IMPLANTATION.....	4
ARTICLE 1.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	5
ARTICLE 1.7 - MODIFICATION.....	5
ARTICLE 1.8 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	6
ARTICLE 1.9 - CONTRÔLE ET ANALYSES.....	6
ARTICLE 1.10 - INCIDENTS ET ACCIDENTS.....	6
TITRE 2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS.....	7
ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES PARTICULIÈRES.....	7
ARTICLE 2.2 - RECENSEMENT DES RISQUES.....	7
ARTICLE 2.3 - PRODUITS DANGEREUX (FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ).....	7
ARTICLE 2.4 - CONSIGNES.....	8
ARTICLE 2.5 - TRAVAUX AU SEIN DE L'INSTALLATION - PERMIS DE FEU.....	8
ARTICLE 2.6 - ENTRETIEN.....	8
ARTICLE 2.7 - CONTRÔLE D'ACCÈS.....	9
TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	9
ARTICLE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU.....	9
ARTICLE 3.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	9
ARTICLE 3.3 - GESTION DES EFFLUENTS.....	9
ARTICLE 3.4 - TRANSFERT DES EFFLUENTS POUR TRAITEMENT.....	10
ARTICLE 3.5 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION DES DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS.....	10
ARTICLE 3.6 - PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES.....	11
TITRE 4 - PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE.....	11
ARTICLE 4.1 - ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES.....	11
ARTICLE 4.2 - ÉMISSION D'AMMONIAC.....	12
ARTICLE 4.3 - DÉCLARATION DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES.....	12
TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	12

ANNEXE

ARTICLE 5.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT.....	12
ARTICLE 5.2 – ODEURS.....	13
ARTICLE 5.3 - REGISTRE DES PLAINTES.....	13
ARTICLE 5.4 - INSERTION PAYSAGÈRE.....	13
TITRE 6 - GESTION DES RISQUES ACCIDENTELS.....	13
ARTICLE 6.1 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES OU FONCTIONNANT AU GAZ..	13
ARTICLE 6.2 - VOIES D'ACCÈS DES SECOURS.....	14
ARTICLE 6.3 - DÉFENSE INCENDIE.....	14
TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	14
ARTICLE 7.1 - PRINCIPE DE GESTION DES DÉCHETS.....	14
ARTICLE 7.2 - TRI DES DÉCHETS ET GESTION DES CADAVRES.....	15
ARTICLE 7.3 - DÉCHETS VÉTÉRINAIRES.....	15
ARTICLE 7.4 - INTERDICTION DU BRÛLAGE DES DÉCHETS.....	15
TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA DIRECTIVE I.E.D 2.0.....	15
ARTICLE 8.1 - DÉFINITIONS POUR LE PRÉSENT TITRE.....	15
ARTICLE 8.2 - PRINCIPE DE MISE EN ŒUVRE DES MTD.....	15
ARTICLE 8.3 - DOMAINE D'APPLICATION DES MTD.....	16
ARTICLE 8.4 - RÉEXAMEN DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE.....	16
ARTICLE 8.5 - MISE AUX NORMES.....	17
ARTICLE 8.6 - DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES.....	17

ANNEXE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE

La présente décision est délivrée au bénéfice de l'EARL PEYRARD, dont le siège social est situé 215, impasse de La Maladière (26120), dans l'objet de l'autoriser à étendre et à exploiter son élevage de volailles de chair, situé à la même adresse, dans le respect des prescriptions du présent arrêté, y compris cette présente annexe, et selon les dispositions mentionnées dans le dossier fourni à l'appui de sa demande.

ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
La Baume Cornillane	ZN n°13 et 14.	La Maladière

ARTICLE 1.1.3 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

La présente décision autorise l'extension de l'élevage de volailles mentionné plus haut, par la construction d'un nouveau bâtiment destiné à porter l'effectif final de l'élevage avicole à 92310 emplacements.

La présente décision encadre l'exploitation de l'élevage de volailles mentionné plus haut, incluant les installations existant préalablement et le nouveau bâtiment.

ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent de la rubrique suivante :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité	Régime (*)
3660-a	Élevage intensif	Volailles, gibier à plumes	92 310	A

		(activité d'élevage, vente, ...) de plus de 40 000 emplacements	emplacements	
1530	Hangar de stockage de la paille	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant compris entre 1 000 et 20 000 m ³ .	6 000 m ³	DC
4718	Gaz propane liquéfié	Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 et 2 (y compris GPL), la capacité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	6,8 t	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Le classement dans la rubrique n° 3660-a rend opposable à l'exploitant les Meilleures Techniques Disponibles, issues des conclusions du document BREF (Best available techniques REFERENCE documents).

ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation déposée par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 - CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1 - DÉCLARATION DE CESSATION D'ACTIVITÉ ET MISE EN SÉCURITÉ INITIALE

I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. - Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.4.2 - RÉHABILITATION DES TERRAINS LIBÉRÉS

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

ARTICLE 1.4.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5 - RÈGLES D'IMPLANTATION

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

Dans le respect des dispositions du présent article, les installations sont implantées conformément aux plans et aux autres documents joints à la demande d'autorisation, y compris ses compléments.

ARTICLE 1.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Conformément aux articles mentionnés ci-après de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- le registre des risques ;
- le registre des plaintes ;
- le plan de maîtrise des animaux nuisibles, régulièrement suivi et tenu à jour ;
- le plan des réseaux de collecte et de transport des effluents d'élevage ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.7 – MODIFICATION

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas, l'exploitant saisit l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale, par combinaison des articles L. 181-5 et L. 181-14 du code de l'environnement, en présentant le projet.

En vertu de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant souhaitant présenter un dossier vérifie si son projet répond aux critères et seuils relevant d'un examen au cas par cas. Il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

ARTICLE 1.8 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration, en application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.9 - CONTRÔLE ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment et en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sols ou d'apports extérieurs ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, l'établissement de plans ou l'estimation des volumes des matériaux stockés.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par un organisme tiers agréé choisi préalablement par l'exploitant à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

Les inspecteurs des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

ARTICLE 1.10 - INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'exploitant est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu naturel y compris aquatique, pour évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et pour y remédier. Le préfet et le maire de la commune concernée sont informés, dans les meilleurs délais, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux. Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement du site qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité, la salubrité publique, à l'agriculture, à la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Il précise, dans un rapport, les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures prises et/ou envisagées pour y pallier et celles prises et/ou envisagées pour éviter qu'il ne se reproduise.

Ce rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de quinze jours sauf décision contraire de celle-ci. En cas de pollution accidentelle des milieux aquatiques ou d'accident menaçant la qualité des milieux aquatiques, l'exploitant devra informer le service en charge de la police de l'eau en plus des services de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES PARTICULIÈRES

Tous les sols des bâtiments d'élevage, du bâtiment de stockage des effluents, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Les équipements de stockage des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 2.2 - RECENSEMENT DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou de poussières, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion, y compris au niveau de ses installations électriques.

ARTICLE 2.3 - PRODUITS DANGEREUX (FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ)

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 1.6 de la présente annexe.

ARTICLE 2.4 – CONSIGNES

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 2.5 de la présente annexe ;

ANNEXE

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 6.3 de la présente annexe ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 3.6 de la présente annexe ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

ARTICLE 2.5 - TRAVAUX AU SEIN DE L'INSTALLATION – PERMIS DE FEU

Dans les parties de l'installation présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :

- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;
- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;
- les moyens et consignes d'alerte.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

ARTICLE 2.6 – ENTRETIEN

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction, au travers d'un plan de maîtrise des animaux nuisibles, régulièrement suivi et tenu à jour.

ARTICLE 2.7 - CONTRÔLE D'ACCÈS

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES
--

ARTICLE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. L'établissement étant raccordé sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. La consommation en eau de l'élevage est estimée à 5 584 m³ /an.

ARTICLE 3.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. Conformément à la demande d'autorisation, les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers des regards permettant l'infiltration des eaux directement dans le sol sans contact avec les déjections.

ARTICLE 3.3 - GESTION DES EFFLUENTS

En zone vulnérable, le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour :

- les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ;
- les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement ;
- les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche.

Sous réserve de respecter les conditions suivantes, communes à ces trois types d'effluents d'élevage :

- lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs dans les conditions du III de la présente annexe (conditions relatives au respect de l'équilibre de la fertilisation azotée) ;
- le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ;
- le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétoires ;
- la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ;
- le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas ;
- le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans ;
- l'îlot culturel sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.

ANNEXE

Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courtes durées inférieurs à 10 jours précédant les chantiers d'épandage :

- pour les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de 2 mois ou un Couvert Végétal d'Interculture Exporté (CIE) ou un Couvert Végétal d'Interculture Non Exporté (CINE) bien développée ou un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/ N est supérieur à 25 (comme la paille) ; il doit être constitué en cordon, en barrant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2,5 mètres de hauteur ;
- pour les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement, le tas doit être conique et ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur ; la couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus est également exigée ;

ARTICLE 3.4 - TRANSFERT DES EFFLUENTS POUR TRAITEMENT

Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

ARTICLE 3.5 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION DES DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS

Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

ANNEXE

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse ».

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

ARTICLE 3.6 - PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

TITRE 4 - PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE

ARTICLE 4.1 - ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

ARTICLE 4.2 - ÉMISSION D'AMMONIAC

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à limiter la création d'ammoniac dans les bâtiments d'élevage. Dans les bâtiments d'élevage, il vérifie régulièrement que le système d'abreuvement limite les déperditions humidifiant la litière. Il assure également une ventilation optimale des salles d'élevage.

ARTICLE 4.3 - DÉCLARATION DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. À cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures :

émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

ANNEXE

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :
- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

ARTICLE 5.2 – ODEURS

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, les mesures sont associées aux prescriptions des articles 4.1 et 4.2.

ARTICLE 5.3 - REGISTRE DES PLAINTES

L'exploitant établit un registre des plaintes, où sont consignées les signalements d'anomalies, notamment liées au bruit ou odeur, perçues par le voisinage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.4 - INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Pour ce faire, les couleurs et matériaux des bâtiments prévus dans la demande d'autorisation, au titre de l'insertion paysagère doivent être maintenus tels que prévus et doivent être respectés tant à la construction qu'en cas de nécessité de réparation. Des haies végétales seront implantées selon les plans annexés dans la demande d'autorisation et maintenues vivaces au cours du temps. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

TITRE 6 - GESTION DES RISQUES ACCIDENTELS

ARTICLE 6.1 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES OU FONCTIONNANT AU GAZ

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les

ANNEXE

éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 2.2 de la présente annexe, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 2.3, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées, dans un registre des risques. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus dans la présente annexe, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées, dans un registre des risques.

ARTICLE 6.2 - VOIES D'ACCÈS DES SECOURS

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 6.3 - DÉFENSE INCENDIE

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. L'eau d'extinction est fournie par un poteau incendie relevant de la commune.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. »

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 - PRINCIPE DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

ARTICLE 7.2 - TRI DES DÉCHETS ET GESTION DES CADAVRES

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.3 - DÉCHETS VÉTÉRINAIRES

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

ARTICLE 7.4 - INTERDICTION DU BRÛLAGE DES DÉCHETS

Tout brûlage à l'air libre de déchets, y compris des déchets verts, des cadavres ou des sous-produits animaux, est interdit.

TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA DIRECTIVE I.E.D 2.0
--

ARTICLE 8.1 - DÉFINITIONS POUR LE PRÉSENT TITRE

Pour l'application du présent titre :

- Les « niveaux d'émission » sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ;
- Les « meilleures techniques disponibles » sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

ARTICLE 8.2 - PRINCIPE DE MISE EN ŒUVRE DES MTD

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

L'exploitant a choisi et justifié dans sa demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il entend mettre en œuvre. L'installation respecte les niveaux d'émission. Il est tenu de se conformer aux meilleures techniques disponibles qu'il a porté dans sa demande d'autorisation. Toute modification dans les meilleures techniques disponibles appliquées doit faire l'objet préalablement d'un porter à connaissance, dans les formes prévues par l'article L. 181-14 du code de l'environnement et ses textes d'application, rappelées à l'article 1.7 de la présente annexe. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles.

ARTICLE 8.3 - DOMAINE D'APPLICATION DES MTD

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte-tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

- Utilisation de techniques utilisant peu de déchets ;
- Utilisation de substances moins dangereuses ;
- Développement de techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets le cas échéant ;
- Procédés, équipements ou modes d'exploitation compatibles qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
- Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
- Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et efficacité énergétique ;
- Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- Nécessité de prévenir les accidents et de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- Informations publiées par la commission en vertu de l'article 13 paragraphe 6 de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010.

L'exploitant doit appliquer les bonnes pratiques agricoles et les meilleures techniques disponibles pour :

- La conception des bâtiments ;
- La stratégie d'alimentation ;
- La réduction de la consommation d'eau et d'énergie ;
- Le stockage, le traitement et la valorisation des effluents.

ARTICLE 8.4 - RÉEXAMEN DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les meilleures techniques disponibles font l'objet d'une révision régulière dans le cadre de la procédure définie par la Directive I.E.D révisée. Elles sont arrêtées par décision de la commission européenne et deviennent exécutoires lors de la parution des conclusions MTD.

Suite à cette publication, l'exploitant d'une installation autorisée est tenu de transmettre le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement selon les dispositions réglementaires arrêtées lors de la parution.

Dans les quatre années suivant cette parution, le préfet réexamine les conditions d'autorisation de l'installation, ses projets de mise aux normes ou les demandes de dérogation éventuellement nécessaires.

Le préfet statue, au regard du dossier de réexamen mentionné au présent article, sur l'opportunité d'autoriser la poursuite de l'activité, de revoir son cadre réglementaire ou d'y mettre un terme.

ARTICLE 8.5 - MISE AUX NORMES

Au plus tard quatre ans après la parution des conclusions MTD, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles révisées sur lesquelles il s'est engagé.

ARTICLE 8.6 - DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant déclare chaque année ses émissions polluantes, y compris celles listées à l'article 4.3 de la présente annexe, sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par arrêté ministériel.

Fait à Valence, le

29 SEP. 2025

La préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU